

Art. 4. Les projets introduits dans le cadre de la politique d'émancipation, seront de préférence axés sur les thèmes suivants :

- 1° l'encouragement des organisations autonomes des minorités ethnoculturelles, une attention particulière étant prêtée aux groupes peu organisés tels que les forains;
- 2° le renforcement de la position sociale des jeunes allochtones menacés d'être défavorisés ou exclus, une attention particulière étant prêtée aux jeunes forains et aux filles allochtones;
- 3° l'intégration renforcée des réfugiés agréés et des expatriés sur le marché de l'emploi.

Art. 5. Les projets introduits dans le cadre de la politique d'accueil, viseront de préférence à encourager la coopération intercommunale.

Art. 6. Les projets introduits dans le cadre de la politique d'aide, viseront de préférence à développer des méthodes et des modèles permettant d'accompagner les personnes sans papiers en vue d'activer leurs dossiers, soit en essayant d'assurer la régularisation de leur séjour, soit en les orientant délibérément vers un retour.

Art. 7. A part les thèmes prioritaires visés aux articles 4 à 6, un projet peut également avoir trait aux matières suivantes pour entrer en ligne de compte pour un subventionnement :

- 1° des actions à objectif plus étendu, axées sur la sensibilisation de l'opinion publique à la cohabitation multiculturelle et à la politique envers les minorités;
- 2° l'encouragement systématique et communicable de l'accès des minorités ethnoculturelles aux dispositifs généraux.

Bruxelles, le 9 mars 1999.

L. MARTENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1367

[C - 99/27365]

1^{er} AVRIL 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux communes et provinces pour l'exécution de travaux d'éclairage public destinés à réaliser des économies d'énergie : EP-URE

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993, relatif aux aides et interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'U.R.E., des économies d'énergie et des énergies renouvelables, notamment les articles 7 et 8;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 août 1998;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 15 septembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement wallon le 23 décembre 1998, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre ayant l'énergie dans ses attributions, dénommé ci-après « le Ministre », peut accorder une subvention aux communes et aux provinces pour le remplacement des appareils d'éclairage public vétustes par de nouveaux appareils comprenant la lampe et les accessoires.

Cette subvention est exclusivement réservée au placement d'appareils répondant aux normes du cahier spécial des charges et au code de bonne pratique.

Art. 2. Sont expressément exclus du champ d'application du présent arrêté :

- 1° l'extension d'un réseau d'éclairage public existant;
- 2° le déplacement des réseaux d'éclairage public;
- 3° le renouvellement exclusif des lampes;
- 4° le renouvellement des poteaux, câbles d'alimentation et boîtes de dérivation.

Art. 3. La demande de subvention contient, à l'appui du projet d'investissement, tous les documents techniques et administratifs relatifs au projet et, en tout cas, les informations suivantes :

1° la délibération par laquelle le demandeur approuve le projet d'investissement et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions, fixe les éléments constitutifs de l'avis de marché s'il échet et sollicite la subvention;

2° une estimation détaillée du coût des travaux en ce compris les frais d'études et des essais préalables, devis justificatif à l'appui;

3° le cahier spécial des charges;

4° un plan de situation précis indiquant pour chaque point lumineux :

- a) la classification photométrique de la voirie;
- b) le type d'appareil d'éclairage et la puissance de la source lumineuse à renouveler;
- c) le type de l'appareil d'éclairage nouveau et la puissance de la nouvelle source lumineuse;

5° le formulaire T1, figurant à l'annexe 1, dûment complété;

6° le cas échéant, la justification de l'accomplissement des formalités de tutelle;

7° la preuve des autorisations requises par d'autres réglementations;

8° la preuve que les différentes pièces constitutives du matériel envisagé sont compatibles avec le matériel placé dans la commune lors d'une opération similaire subventionnée par la Région wallonne.

Art. 4. Le projet d'investissement est soumis au Ministre pour approbation. Le Ministre statue dans les nonante jours ouvrables de la réception du dossier technique complet. La notification de l'approbation du projet au demandeur vaut promesse ferme d'octroi de subvention et confère à celui-ci un droit subjectif au paiement de la subvention.

Art. 5. § 1^{er}. Le montant de la subvention, qui est plafonné à cent pour cent du montant total des travaux et études, se calcule comme suit :

1° 12.000 francs par appareil d'éclairage public de type sodium haute ou basse pression d'une puissance inférieure ou égale à cent watts;

2° 14.000 francs par appareil d'éclairage public de type sodium haute pression d'une puissance supérieure à cent watts.

Sur ces montants est appliqué un coefficient EP-URE d'utilisation rationnelle d'énergie, ratio entre l'économie d'énergie envisagée et l'économie d'énergie normalement envisageable, selon le tableau ci-dessous :

ECONOMIES	COEFFICIENT EP-URE	SUBVENTION (en FB)	
		<= 100 W	> 100 W
0 % - 9 %	0	0	0
10 % - 19 %	0,4	4.800	5.600
20 % - 24 %	0,8	9.600	11.200
25 % - 29 %	1	12.000	14.000
30 % - 39 %	1,05	12.600	14.700
40 % - 49 %	1,15	13.800	16.100
50 % et +	1,25	15.000	17.500

Pour l'établissement de ce coefficient, il n'est pas tenu compte des équipements particuliers assurant la sécurité dans les carrefours et les passages protégés pour piétons ou cyclistes.

§ 2. La liquidation de la subvention intervient après la réception :

- 1° du décompte final des travaux certifié conforme par le collège des bourgmestres et échevins;
- 2° du rapport relatif à l'attribution du marché, conformément à la réglementation concernant les marchés publics;
- 3° des factures et autres documents justifiant l'octroi de la subvention;
- 4° du procès-verbal constatant la réception provisoire et précisant le nombre d'appareils effectivement remplacés.

§ 3. Le montant de la subvention est revu lorsque le décompte final des travaux fait apparaître que le nombre d'appareils d'éclairage public effectivement installés est inférieur à celui qui avait servi de base pour le calcul de la subvention.

§ 4. Les subventions visées par le présent arrêté ne peuvent être cumulées avec d'autres subventions.

Art. 6. Le Ministre peut exiger de l'allocataire tout renseignement de quelque nature qu'il soit, concernant les installations subventionnées et la gestion de celles-ci.

Art. 7. Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, l'allocataire qui ne respecte pas les dispositions du présent arrêté.

Tout ou partie de subvention non justifié pourra être récupéré sur les montants de toute subvention accordée ultérieurement à l'allocataire sur base du présent arrêté.

Art. 8. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique,
du Sport et des Relations internationales,
W. ANCIEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1367

[C - 99/27365]

1. APRIL 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden und Provinzen für die Ausführung von Straßenbeleuchtungsarbeiten, die Energieeinsparungen zum Zweck haben: EP-URE

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, insbesondere der Artikel 7 und 8;

Aufgrund des am 16. Juli abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. August 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 15. September 1998 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 über den Antrag auf Gutachten innerhalb einer einmonatigen Frist;

Aufgrund des am 3. März 1999 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

Beschließt:

Artikel 1 - Innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört und der weiter unten „der Minister“ genannt wird, den Gemeinden und Provinzen einen Zuschuss gewähren, um die veralteten Straßenbeleuchtungsanlagen durch neue Vorrichtungen, welche die Lampe und die Zubehörteile beinhalten, zu ersetzen.

Dieser Zuschuss wird nur für das Anbringen von Vorrichtungen gewährt, die den Normen des Sonderlastenheftes und den Merkblättern genügen.

Art. 2 - Werden ausdrücklich aus dem Wirkungsbereich des vorliegenden Erlasses ausgenommen:

1° die Ausdehnung eines bestehenden Straßenbeleuchtungsnetzes;

2° die Verlegung der Straßenbeleuchtungsnetze;

3° das einfache Auswechseln der Lampen;

4° das Auswechseln der Maste, Stromkabel und Abzweiggästen.

Art. 3 - Der Antrag auf Zuschuss enthält zur Unterstützung des Investitionsprojektes alle technischen und amtlichen Dokumente bezüglich des Projektes und jedenfalls die folgenden Informationen:

1° der Beschluß, durch welchen der Antragsteller das Investitionsprojekt genehmigt und die Ausschreibeprozedur wählt, ihre Bedingungen festlegt, die Bestandteile der Ausschreibung gegebenenfalls festlegt und den Zuschuss beantragt;

2° eine detaillierte, durch einen Kostenanschlag gestützte Veranschlagung der Kosten der Arbeiten einschließlich der Kosten für vorherige Studien und Proben;

3° das Sonderlastenheft;

4° ein genauer Lageplan, der für jeden Lichtpunkt die folgenden Informationen angibt:

a) die photometrische Klassifizierung der umliegenden Straßen;

b) die Art der Straßenbeleuchtungsanlage und die Leistungsfähigkeit der zu ersetzenden Lichtquelle;

c) die Art der neuen Straßenbeleuchtungsanlage und die Leistungsfähigkeit der neuen Lichtquelle;

5° das in der Anlage befindliche Formular T1, ordnungsgemäß ausgefüllt;

6° gegebenenfalls der Nachweis der Erledigung der Aufsichtsformalitäten;

7° der Nachweis der durch andere Regelungen erforderten Genehmigung;

8° der Nachweis, dass die verschiedenen Bestandteile des berücksichtigten Materials mit dem Material vereinbar sind, das in der Gemeinde bei einem vergleichbaren, durch die Wallonische Region bezuschussten Vorgang installiert worden ist.

Art. 4 - Das Investitionsprojekt wird dem Minister zur Genehmigung vorgelegt. Der Minister entscheidet innerhalb von neunzig Werktagen ab dem Eingang der vollständigen technischen Akte. Die Zustimmung der Genehmigung des Projektes an den Antragsteller gilt als feste Zusage für die Gewährung des Zuschusses und gibt letzterem ein subjektives Recht auf die Auszahlung des Zuschusses.

Art. 5 - § 1. Der Betrag des Zuschusses, der auf einhundert Prozent des Gesamtbetrages der Arbeiten und Studien begrenzt ist, wird wie folgt berechnet:

1° 12.000 Franken pro Straßenbeleuchtungsanlage vom Typ „Natrium Hoch- bzw. Tiefdruck“ mit einer Leistungsfähigkeit gleich oder kleiner als einhundert Watt;

2° 14.000 Franken pro Straßenbeleuchtungsanlage vom Typ „Natrium Hoch- bzw. Tiefdruck“ mit einer Leistungsfähigkeit über einhundert Watt.

Auf diese Beträge wird ein EP-URE Koeffizient für die rationelle Energiebenutzung angewandt, der ein Verhältnis zwischen der berücksichtigten Energieeinsparung und der normalerweise zu berücksichtigenden Energieeinsparung darstellt, dies gemäß der unten stehenden Tabelle:

EINSPARUNG	EP-URE KOEFFIZIENT	ZUSCHUSS (in BEF)	
		<= 100 W	> 100 W
0 % - 9 %	0	0	0
10 % - 19 %	0,4	4.800	5.600
20 % - 24 %	0,8	9.600	11.200
25 % - 29 %	1	12.000	14.000
30 % - 39 %	1,05	12.600	14.700
40 % - 49 %	1,15	13.800	16.100
50 % und mehr	1,25	15.000	17.500

Für die Festlegung dieses Koeffizienten werden die besonderen Einrichtungen, welche die Sicherheit in den Kreuzungen gewährleisten, und die geschützten Überwege für die Fußgänger und die Radfahrer nicht berücksichtigt.

§ 2. Die Auszahlung des Zuschusses erfolgt nach Eingang:

- 1° der durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium beglaubigten Endabrechnung der Arbeiten;
- 2° des Berichtes über die Erteilung des Auftrags, gemäß der Regelung über die öffentlichen Aufträge;
- 3° der Rechnungen und anderen Dokumente, welche die Gewährung des Zuschusses rechtfertigen;
- 4° des Protokolls, das die vorläufige Abnahme beurkundet und die Anzahl der tatsächlich ersetzten Vorrichtungen angibt.

§ 3. Der Betrag des Zuschusses wird Neuberechnet, wenn die Endabrechnung der Arbeiten zeigt, dass die Anzahl der tatsächlich installierten Straßenbeleuchtungsanlagen kleiner ist als die Anzahl, die als Grundlage für die Berechnung des Zuschusses genommen worden ist.

§ 4. Die im vorliegenden Erlass erwähnten Zuschüsse können mit anderen Zuschüssen nicht kumuliert werden.

Art. 6 - Der Minister kann vom Zuschussempfänger verlangen, dass er jegliche Information, welcher Natur auch immer, über die bezuschussten Vorrichtungen und ihre Verwaltung gibt.

Art. 7 - Der Zuschussempfänger, der die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nicht beachtet, muss den Betrag des Zuschusses fristlos zurückerstatten.

Jeder Zuschuss oder Teil davon, der unberechtigt gezahlt worden ist, kann von den Beträgen, die zu einem späteren Zeitpunkt dem Zuschussempfänger auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses gewährt werden, abgerechnet werden.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
W. ANCIEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1367

[C - 99/27365]

1 APRIL 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van subsidies aan gemeenten en provincies voor de uitvoering van werken van openbare verlichting die bestemd zijn om energiebesparingen door te voeren : "EP-URE"

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de hulp en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, inzonderheid op de artikelen 7 en 8;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 augustus 1998;

Gelet op de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 15 september 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 23 december 1998 betreffende de aanvraag om advies binnen de termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 maart 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten mag de Minister tot wiens bevoegdheden de energie behoort, hierna « de Minister » genoemd, een toelage toekennen aan de gemeenten en provincies voor de vervanging van verouderde toestellen van openbare verlichting door nieuwe toestellen uitgerust met een lamp en toebehoren.

Die toelage is uitsluitend bestemd voor de plaatsing van toestellen die overeenstemmen met de normen van het bestek en met de regels van goede praktijk.

Art. 2. De volgende werken worden uitdrukkelijk uitgesloten van het toepassingsgebied van dit besluit :

- 1° de uitbreiding van een bestaand netwerk van openbare verlichting;
- 2° de verplaatsing van de netwerken van openbare verlichting;
- 3° de uitsluitende vernieuwing van de lampen;
- 4° de vernieuwing van palen, voedingskabels en aftakdozen.

Art. 3. De toelageaanvraag bevat, tot staving van het investeringsproject, alle technische en administratieve documenten betreffende het project en, in elk geval, de volgende informatie :

1° de beraadslaging waarbij de aanvrager het investeringsproject goedkeurt en de wijze kiest waarop de opdracht wordt gegund, waarbij hij de voorwaarden daarvan vaststelt, in voorkomend geval de bestanddelen van de aankondiging van de opdracht vaststelt en de toelage aanvraagt;

2° een uitvoerige raming van de werkkosten, met inbegrip van de studiekosten en van die betreffende de voorafgaande proeven, met een als bewijsstuk geldende kostenraming;

3° het bestek;

4° een nauwkeurig situatieplan dat voor elk lichtpunt het volgende vermeldt :

- a) de fotometrische rangschikking van het wegennet;
- b) het type van het verlichtingstoestel en de sterkte van de te vervangen lichtbron;
- c) het type van het nieuwe verlichtingstoestel en de sterkte van de nieuwe lichtbron;

5° het bijgevoegde formulier T1 dat behoorlijk moet worden aangevuld;

6° in voorkomend geval, het bewijs van de vervulling van de toezichtformaliteiten;

7° het bewijs van de door andere regelingen vereiste goedkeuringen;

8° het bewijs dat de verschillende bestanddelen van het geplande materiaal verenigbaar zijn met het in de gemeente aangelegde materiaal bij een gelijkwaardige operatie gesubsidieerd door het Waalse Gewest.

Art. 4. Het investeringsproject wordt ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd. De Minister neemt een beslissing binnen negentig wekdagen vanaf de ontvangst van het volledige technische dossier. De kennisgeving van de goedkeuring van het project aan de aanvrager geldt als een vaste toelagebelofte en geeft deze een subjectief recht op de betaling van de toelage.

Art. 5. § 1. De toelage bedraagt hoogstens 100 % van de globale werk- en studiekosten en wordt berekend als volgt :

1° 12.000 BEF per toestel van openbare verlichting van het type natrium hoge of lage druk met een sterkte die lager is dan of gelijk is aan 100 watt;

2° 14.000 BEF per toestel van openbare verlichting van het type natrium hoge druk met een sterkte die hoger is dan 100 watt;

Op die bedragen wordt een coëfficiënt « EP-URE » voor rationeel energiegebruik toegepast; waarbij het om een ratio handelt tussen de geplande energiebesparing en de normaal in het vooruitzicht gestelde energiebesparing, volgens de volgende tabel :

BESPARINGEN	COËFFICIENT "EP-URE"	TOELAGE (IN BEF)	
		<= 100 W	> 100 W
0 % - 9 %	0	0	0
10 % - 19 %	0,4	4.800	5.600
20 % - 24 %	0,8	9.600	11.200
25 % - 29 %	1	12.000	14.000
30 % - 39 %	1,05	12.600	14.700
40 % - 49 %	1,15	13.800	16.100
50 % en +	1,25	15.000	17.500

Voor de berekening van die coëfficiënt, wordt geen rekening gehouden met de bijzondere uitrustingen die zorgen voor de veiligheid in kruispunten en beschermde oversteekplaatsen voor voetgangers of fietsers.

§ 2. De toelage wordt vereffend na de ontvangst van :

1° de eindrekening van de werken die door het college van burgemeester en schepenen voor eensluidend verklaard is;

2° het verslag betreffende de toekenning van de opdracht, overeenkomstig de regeling betreffende de overheidsopdrachten;

3° facturen en andere documenten waarbij de toekenning van de toelage wordt gerechtvaardigd;

4° het proces-verbaal waarin de voorlopige ontvangst alsook het aantal werkelijk vervangen toestellen worden vermeld.

§ 3. Het bedrag van de toelage wordt herzien als uit de eindrekening van de werken blijkt dat het aantal werkelijk geplaatste toestellen van openbare verlichting lager is dan het basisaantal dat gebruikt werd voor de berekening van de toelage.

§ 4. De in dit besluit bedoelde toelagen mogen niet gecumuleerd worden met andere toelagen.

Art. 6. De toelage-ontvanger kan door de Minister worden verplicht alle inlichtingen te bezorgen betreffende de gesubsidieerde installaties alsook het beheer daarvan.

Art. 7. De toelage-ontvanger die de bepalingen van dit besluit niet in acht neemt, wordt verplicht het bedrag van die toelage onverwijld terug te betalen.

Ongerechtvaardigde toelagen mogen geheel of gedeeltelijk worden ingevorderd op de bedragen van elke toelage die later op basis van dit besluit toegekend wordt.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheden de energie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION



F. 99 — 1368

[C - 99/27356]

1^{er} MARS 1999. — Arrêté ministériel

portant approbation du règlement des prêts du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Vu le Code wallon du Logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu la décision prise le 22 février 1999 par le conseil d'administration du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie sous réserve de l'approbation ministérielle,

Arrête :

Article 1^{er}. Est approuvé le règlement des prêts ci-annexé, établi en vertu de l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 26 mai 1993 portant approbation du règlement des prêts à consentir par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie au moyen des capitaux du Fonds B2, modifié par les arrêtés ministériels des 8 février 1994, 22 août 1994, 7 septembre 1994, 20 septembre 1994, 21 décembre 1994, 20 avril 1995 et 1^{er} février 1996, est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 1999.

Namur, le 1^{er} mars 1999.

W. TAMINIAUX



Règlement des prêts du fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie

TITRE Ier. — Terminologie

Article 1^{er}. La société coopérative « Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie » est désignée, dans les articles qui suivent, sous la dénomination « Fonds ».

Art. 2. Pour l'application des présentes dispositions, il faut entendre par :

a) « valeur vénale ou valeur estimée de l'immeuble », sa valeur actuelle déterminée par une expertise du Fonds;

b) « coût réel ou estimé de l'immeuble », son prix réel de construction, terrain compris, fixé en tenant compte des dispositions des cahiers des charges, de la description des travaux, des métrés et estimations des dépenses, des résultats des soumissions et adjudications, ainsi que des prix normalement pratiqués par les entrepreneurs au moment de la conclusion du ou des contrats d'entreprise;

c) « travaux importants », ceux dont le coût représente 50 % au moins de la valeur vénale de l'immeuble après travaux;

d) « coût réel ou estimé des travaux », leur prix réel établi en tenant compte des mêmes données que celles énumérées sous le littéra b).